

Sommet Mondial des Bassins 2026 Rapport de la session 2

**Dialogue ville-bassin pour la sécurité hydrique :
concilier les développements urbains, côtiers et ruraux**



Du 16 au 19 juin 2026, Rio de Janeiro, Brésil

Cadrage thématique de la session

Les villes sont des pôles majeurs de consommation et de pollution de l'eau, mais leur sécurité hydrique est intrinsèquement liée à la santé du bassin environnant, qui s'étend souvent bien au-delà de leurs limites administratives. Le défi central réside dans le décalage entre les gouvernances : l'urbanisme et la gestion des terres rurales sont souvent cloisonnés, ce qui entraîne des conflits liés à l'allocation des ressources, à la pollution (par exemple, due au ruissellement agricole ou aux eaux usées urbaines) et aux risques d'inondation exacerbés par l'imperméabilisation des sols. Cette absence de dialogue intégré menace à la fois la qualité de l'eau pour les populations urbaines et la viabilité économique des zones rurales, en particulier l'agriculture. La planification de la gestion des bassins, telle que promue dans le manuel publié par le RIOB et l'IWA sur les « Villes connectées aux bassins », fournit la plate-forme essentielle pour combler ce fossé. Elle favorise un dialogue dans lequel les villes, en tant qu'utilisateurs et investisseurs majeurs, peuvent collaborer avec les acteurs agricoles, industriels et environnementaux. Le processus de planification doit concilier activement ces intérêts en élaborant des diagnostics communs, en promouvant des mesures d'économie d'eau dans les villes, en finançant des solutions rurales basées sur la nature qui profitent à l'approvisionnement en eau des villes et en créant des mécanismes de solidarité financière à l'échelle du territoire.

Intervenants

CITY-BASIN DIALOGUE FOR WATER SECURITY: RECONCILING URBAN, COASTAL AND RURAL DEVELOPMENTS

 Ms. Marie-Thérèse Itongo Executive Secretary, International Commission of the Congo-Ubangi-Sangha basin (CICOS)	 Mr. Vinicius Benevides President, Brazilian Association of Regulatory Agencies (ABAR), Brazil	 Ms. Maria Amakali Acting Deputy Executive Director for Water Affairs, Ministry of Agriculture, Fisheries, Water and Land Reform (MAFWLR), Namibia	 Mr. Heikki Mäkinen Chief Executive Officer (CEO), Lake Vesijärvi Foundation, Finland
 Mr. Enrique Guardo Director of Basin Management, Joint Commission of the Parana River (COMIP)	 Ms. Ana Asti Under-secretary of Water resources and Sustainability for the Secretariat of Environment and Sustainability of the State of Rio de Janeiro (SEAS) and President of the Committee for the Integration of the Paraíba do Sul River Basin (CEIVAP), Brazil	 Mr. Oudomsack Philavong Director General of the Department of Water Resources, Ministry of Agriculture and Environment, Lao PDR	 Mr. Yofre Ramon Mendoza President, Watershed Councils (COCU), Ecuador

Compte rendu de la session

Problématiques rencontrées :

La session a mis en évidence l'absence fréquente de dialogue actif entre les politiques urbaines municipales et les cadres de gestion des bassins. De plus, les structures administratives traditionnelles sont souvent mal équipées pour gérer les défis modernes liés à l'eau et des situations intersectorielles qui évoluent rapidement. Cette difficulté à établir un dialogue entre les décideurs urbains et les gestionnaires de bassins et de ressources en eau rend également le territoire moins bien préparé pour faire face aux conséquences du changement climatique, aux pénuries d'eau et aux inondations.

Par ailleurs, le fossé entre les centres urbains et les périphéries rurales ou côtières met en évidence des inégalités en matière d'infrastructures et de santé environnementale. Les petites communes rurales manquent souvent des capacités techniques et financières nécessaires pour mettre en place des systèmes d'approvisionnement en eau et des infrastructures de traitement des eaux usées adéquates, ce qui entraîne une pollution localisée et une dégradation des ressources.

De plus, les plans d'eau proches de zones urbaines en expansion, comme le lac Vesijärvi en Finlande, peuvent subir une dégradation écologique à long terme qui nécessite des efforts de restauration coordonnés, un engagement permanent des parties prenantes et des structures de gouvernance capables de pérenniser l'action sur plusieurs décennies.

La situation de pénurie d'eau rencontrée en 2024-2025 dans l'État de São Paulo et dans le bassin du fleuve Paraíba do Sul a illustré à quel point le dialogue entre les villes et le bassin est nécessaire pour concilier des utilisations concurrentes de l'eau entre plusieurs États et municipalités. En effet, cette période a plongé la région dans un état d'urgence en raison du débit le plus bas jamais observé dans l'histoire du bilan hydrologique de la région. Néanmoins, la demande en eau est restée élevée et la situation a nécessité un détournement accru de volumes d'eau pour répondre aux besoins des réservoirs interconnectés situés dans la partie de l'État de São Paulo, ce qui a eu un impact sur le volume d'eau acheminé vers les États de Rio de Janeiro et du Minas Gerais. Cette situation a nécessité des négociations continues entre les États et les villes en amont et en aval, s'appuyant sur des informations techniques et le cadre institutionnel fourni par le Comité d'intégration du bassin du fleuve Paraíba do Sul (CEIVAP).

Exemples de solutions mises en œuvre :

Bien que toutes les organisations participant à cette session aient été confrontées à des situations similaires, caractérisées par une gouvernance non coordonnée sur l'ensemble du territoire (zones urbaines, rurales, côtières et organismes de bassin), les intervenants ont présenté les approches différentes adoptées pour relever ce défi.

Au Laos, un projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en partenariat avec le Département des ressources en eau du Laos favorise la planification intégrée entre les centres urbains et les bassins environnants afin de renforcer la résilience climatique. La proposition de projet « réconciliation ville-bassin » est représentée par un schéma dont le centre est constitué de l'objectif de résilience climatique, et de trois volets représentés par des instruments convergents : la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) appliquée à l'environnement urbain, l'adaptation fondée sur les écosystèmes, et la gestion intégrée des bassins versants qui s'applique au milieu agricole. Le plan d'action du Laos intitulé « Stratégie de gestion intégrée des crues et de résilience climatique » (Action ICFMS 2025-2029) couvre le périmètre de cinq districts ruraux où sont situés 15 villages cibles. Il prévoit des investissements dans des infrastructures de protection physique contre les crues fluviales et les sécheresses sévères, ainsi que dans la plantation de forêts destinées à absorber les volumes excessifs d'eau des torrents en amont des cours d'eau. Un aspect fondamental du plan d'action réside dans l'engagement à associer activement les communautés agricoles aux réunions d'élaboration des projets et aux consultations débouchant sur des accords communautaires de conservation.

En Namibie, la capitale, Windhoek, a progressivement réduit sa dépendance à l'égard d'une source d'eau unique grâce à une diversification de l'approvisionnement en eau, à l'innovation technologique et à une gouvernance adaptative. Pour ce faire, Windhoek a mis en place la première usine au monde de réutilisation directe de l'eau potable, gère un système de recharge contrôlée des aquifères et a instauré un cycle de gouvernance adaptative fondé sur des ateliers réunissant les autorités régionales et les parties prenantes afin d'analyser périodiquement l'état des ressources hydrologiques disponibles et la demande en constante augmentation. Cette évolution s'inscrit dans le cadre de la stratégie « ville connectée au bassin » qui a été adoptée et qui implique la décentralisation de la prise de décision, le renforcement des comités de gestion et la sécurisation d'investissements à long terme pour des innovations capables de s'adapter à la variabilité climatique.

Dans le bassin de la rivière Portoviejo (Équateur), le Conseil des bassins (COCU) gère un projet de « réconciliation territoriale », cofinancé par les agences de coopération française et espagnole (AFD et AECID) pour un budget total de 137 millions de dollars. Ce projet rassemble les autorités locales, les usagers, le monde universitaire, les secteurs productifs et la société civile autour de priorités définies conjointement. Les actions pilotes se concentrent sur les solutions fondées sur la nature, la gestion de l'irrigation et la résilience territoriale, tout en renforçant la coopération entre les institutions et les acteurs locaux. Ces projets peuvent déboucher sur des résultats en matière de solutions fondées sur la nature, de gestion intégrée de l'irrigation et de résilience territoriale, applicables à la fois aux infrastructures vertes destinées à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique.

Points clés à retenir :

- Le succès à long terme repose sur un dialogue continu entre les parties prenantes, des plans d'action convenus conjointement, la communication, une gouvernance décentralisée et inclusive, ainsi qu'un suivi régulier des indicateurs environnementaux.
- La sécurité hydrique en milieu urbain nécessite des sources d'eau diversifiées et des investissements stables à long terme, capables de s'adapter au changement climatique et d'en atténuer les impacts.
- La résilience climatique dépend d'une action coordonnée, depuis les bassins en amont jusqu'aux villes en aval, soutenue par les communautés locales grâce à une gouvernance participative et transparente.
- Des solutions innovantes telles que les partenariats public-privé ou l'intelligence artificielle, associées à des cadres de coopération solides, constituent un soutien technique essentiel à la prise de décision et à la gestion des ressources en eau.
- Les mécanismes de financement à long terme, qui permettent une planification à long terme, restent au cœur du débat. Un financement durable peut être assuré par le biais de redevances sur la consommation d'eau et de mécanismes de solidarité financière qui redistribuent les recettes, ainsi qu'en faisant appel à des financements provenant de bailleurs de fonds internationaux.
- L'Association brésilienne des agences de régulation (ABAR) a identifié six piliers clés pour une gouvernance efficace des bassins urbains : une vision commune, une gestion intégrée, la participation des parties prenantes, le dialogue pour la résolution des conflits, la résilience climatique et des investissements à long terme indépendants des cycles politiques.
- Une coopération transfrontalière forte et continue est particulièrement importante lorsqu'il y a des pressions sur les ressources en eau, afin de garantir un approvisionnement stratégique en eau pour la production d'énergie, la préservation de l'environnement et de la biodiversité, la production alimentaire, ainsi que pour répondre aux besoins de l'élevage rural.

Dans l'ensemble, les discussions ont confirmé que la sécurité hydrique ne peut plus être envisagée du point de vue d'une seule ville, d'un seul secteur ou d'une seule juridiction. Au-delà des différences géographiques, climatiques et culturelles, toutes les expériences présentées sont parvenues à la même conclusion : la sécurité hydrique est avant tout une construction institutionnelle, plutôt qu'un simple défi technique. Il ne suffit plus de gérer les cours d'eau, lacs ou aquifères, car la sécurité hydrique dépend en avant tout de la capacité des institutions à établir un consensus, à coordonner les acteurs et à gérer les relations entre les territoires, les secteurs économiques et les communautés, afin de maintenir une coopération à long terme au-delà des cycles politiques.



Crédits : RIOB et Fabiano Veneza/SEAS